

Emmanuel de Waresquiel

Sept Jours

17-23 juin 1789

La France entre en révolution

TALLANDIER

Cet ouvrage est publié sous la direction de Denis Maraval.

© Éditions Tallandier, 2020
48, rue du Faubourg-Montmartre – 75009 Paris
www.tallandier.com

ISBN : 979-10-210-2950-7

*À ma fille Gabrielle
À mes neveux de cœur, Harold, Orlie, Sixte et Edmond*

« La Révolution était achevée lorsqu'elle éclata : c'est une erreur de croire qu'elle a renversé la monarchie ; elle n'a fait qu'en disperser les ruines. »

CHATEAUBRIAND, *De la Vendée*, 1819.

« Le cœur se serre à la séparation des songes tant il y a peu de réalité dans l'homme. »

CHATEAUBRIAND, *Vie de Rancé*, 1844.

Avant-propos

Toute révolution a sa part lumineuse, son lot de promesses, ses enthousiasmes et ses fulgurances. La nôtre n'échappe pas à la règle. Elle occupe une place à part dans nos imaginaires. En ouvrant son histoire de la Révolution comme on le ferait d'une symphonie fantastique, Michelet a fait de ses débuts « l'ère véritable de la naissance du peuple ». Un « tremblement de terre¹ ». Et en effet, l'utopie de 1789, les droits de l'homme, l'égalité et la liberté nous ont marqués si durablement qu'ils nous constituent encore aujourd'hui, bien au-delà de nos différences. Nous sommes si fiers de nos conquêtes que pendant deux siècles nous avons voulu en convaincre le monde entier. Les mythes tiennent leur force et leur puissance de leur souplesse. Plus on magnifie leur origine, plus on met d'espoir dans leur accomplissement. « En amour, remarque le prince de Ligne, il n'y a que les commencements qui soient charmants. » Ce sont ces moments-là de notre révolution que je voudrais raconter – les incertitudes et les aléas de leur naissance, la fabrique de leur sacralité.

Rien n'est plus évident qu'un événement lorsqu'il est advenu. Qu'en a-t-il été de 1789 ? On n'ouvre jamais la porte d'un monde nouveau sans que celle-ci ne grince un

peu. Les beaux horizons tiennent leur perfection de ce qu'ils s'éloignent toujours. Parfois, on redoute de les regarder de près.

Il m'a fallu un certain temps pour trouver le sujet exact de ce livre, tout comme ses limites chronologiques. Les premiers mois de la Révolution sont ceux d'une extraordinaire accélération de l'histoire. Les événements s'y bousculent littéralement dans un luxe d'acteurs, d'envolées, de confusion et de coups de théâtre qui donne un peu le tournis. Lequel choisir ? Lequel rend le mieux compte de ce qu'a vraiment été la Révolution, de ce que sont ses héritages ? Personne depuis un siècle n'avait écrit sur le serment du Jeu de paume, le 20 juin 1789². De nombreuses archives inédites sur cette journée versaillaise restée profondément ancrée dans nos mémoires m'attendaient dans différents fonds publics et privés. Mais les grands obstinés ont parfois tort. On s'engage sabre au clair dans une recherche et l'on s'aperçoit en cours de route, à la lumière des sources, qu'on s'est en partie trompé. Ce qui s'est passé le 20 juin dans la salle du Jeu de paume de Versailles – la nation, l'unité et le serment – n'est intelligible et ne peut être compris que si l'on restitue l'événement dans une séquence plus longue. J'aurais pu prendre comme point de départ l'ouverture des états généraux, le 5 mai 1789. Je pouvais le refermer sur l'insurrection parisienne et la prise de la Bastille, le 14 juillet.

Entre ces deux dates, trois événements, liés entre eux et par lesquels tout advient, n'avaient jamais été racontés en tant que tels. Ils sont enchâssés dans les débuts de la Révolution comme une perle précieuse le serait dans le chaton d'une bague. Le mercredi 17 juin, les députés du tiers état se constituent en Assemblée nationale. Le samedi 20, ils jurent de ne jamais se séparer avant d'avoir donné une constitution à la

France. Le mardi 23, ils envoient promener le roi, sa Cour et ses soldats : « Nous sommes ici par la volonté du peuple et nous n'en sortirons que par la force des baïonnettes. » Et le roi cède.

La Révolution s'est jouée et accomplie en sept jours et cinq décrets. Il n'a fallu que ce « quart d'heure », comme dirait Victor Hugo des Cent jours, pour que la souveraineté passe tout entière du roi à la nation et que les vieilles structures sociales héritées de la féodalité s'effondrent. Les jours les plus longs sont ceux des révolutions. Le 23 juin, il n'y a plus de roi absolu en France. On l'a séparé de la nation. Ces sept jours-là m'obligeaient à me poser des questions essentielles. Comment devient-on révolutionnaire ? Qui étaient ceux qui l'ont faite ? En quoi notre révolution a-t-elle été marquée à jamais de traits distinctifs qui, deux siècles plus tard, nous hantent encore ? Elle n'est pas exceptionnelle pourtant, elle s'inscrit dans un cycle plus long qui touche à la fois les colonies anglaises d'Amérique, Genève et la Hollande, avec leurs couleurs propres et leurs influences réciproques. Mais elle est « idéale », dans ce sens où elle a été en France comme nulle part ailleurs à la fois politique et sociale, égalitaire, amnésique, ombrageuse, exclusive et totalisante.

Les idéaux ont leurs forces, leurs drames et leurs failles. L'utopie ne s'inscrit pas impunément dans les choses. Forcément, le terrain résiste. Pour le comprendre, on ne peut se contenter d'un seul point de vue. Ce livre est un récit historique conduit en partie double ; d'un côté, et en allant un peu vite, ceux qui ont fait la Révolution : la bourgeoisie des Lumières, le « peuple » parisien et celui des provinces ; de l'autre, ceux qui lui ont résisté : la Cour, les parlements, les gros bataillons de la noblesse et du haut clergé, le roi et la plupart de ses ministres. L'administration et l'armée ont

été dans ce jeu-là les figures d'attente d'un rapport de force dessiné en trompe-l'œil. Plus les premiers tendent à l'unité, plus les seconds se divisent. Et sans doute le royaume lui-même était-il plus divers et contrasté qu'on a bien voulu le dire. Les soulèvements antijacobins de 1793 le prouvent assez. On ne touche à la complexité d'un événement que lorsqu'on en fait le tour complet. Ce sont ces affrontements-là que j'ai voulu raconter, en forme d'ouverture à ce qu'a été toute cette période : une guerre civile.

L'unanimité dont on a voulu faire le berceau trop douillet de 1789 n'a jamais existé. Les « bontés » de Louis XVI non plus. Au contraire, et c'est un autre fil souterrain de ce livre, la fiction de l'alliance du roi et du tiers état, sans cesse réinventée parce qu'elle était politiquement utile et parfois souhaitée, n'a été qu'une équivoque tragique et n'a fait que précipiter la Révolution dans la violence. La fuite à Varennes en a été la démonstration la plus visible, mais ce quiproquo existait déjà en juin. La séance royale du 23 juin par laquelle le roi tente de se ressaisir de son pouvoir et défend les vieilles structures sociales de la monarchie le montre assez. Louis XVI n'est pas un roi à l'anglaise. Il ne l'a été que dans les rêves des libéraux, de Germaine de Staël et de son principal ministre Necker. Son éducation, ses actes, ses discours sont tous d'un roi absolutiste, héritier attentif, jaloux et sourcilieux de sa dynastie, de sa dignité et de ses droits. Même son frère cadet le comte de Provence, qui monte sur le trône en 1814 sous le nom de Louis XVIII et dont l'intelligence politique était pourtant autrement plus vive, a mis des années avant d'admettre, à la fin d'un long exil d'un quart de siècle, les principes constitutifs de la Révolution tout comme ses intérêts nouveaux. On ne balaie pas d'un revers de manche mille ans de monarchie.

Ces sept jours me font un peu penser au jeu d'emboîtement des poupées russes. On s'aperçoit vite à quel point les derniers jours de la Révolution sont contenus dans les premiers. Tout est en place le 23 juin : les rêves et l'utopie, la fin des ordres et des privilèges, l'égalité, une certaine métaphysique de la liberté, la représentation, la nation, la raison et les droits de l'homme. Tout est en place dans les mots autant que dans les têtes. « Les solstices sont favorables aux révolutions », remarque encore Victor Hugo à propos de celle de 1848. Bien sûr, en juin 1789, le climat, si l'on peut parler de climat, est un peu celui de l'Arcadie : les enthousiasmes, la sincérité, le désintéressement, l'espoir et les promesses de bonheur. Mais on y respire aussi un air moins printanier : le choc des ambitions, la jalousie et les soupçons, l'intolérance, les vengeances et les haines. Cela ressemble déjà à 1793 – les massacres en moins. Là où il y a de l'homme, il y a de l'hommerie, me disait ma mère. Il faut toujours compter, en révolution, avec ceux qui la font. Les vanités, les peurs, les fantasmes sont des forces immenses auxquelles on ne prête jamais assez attention. La Révolution est advenue parce qu'elle était désirée beaucoup plus qu'elle n'a été préméditée. Inutile de chercher ailleurs sa force et son tumulte.

En sept jours, elle trouve logiquement les raisons de sa dynamique et les risques de sa radicalité. Le combustible est détonant : l'unanimité et l'indivisibilité de la nation, sa sacralité, l'obsession du traître et du complot et jusqu'aux moyens légitimes de poursuivre les ennemis de la nation. L'encre de la Déclaration des droits de l'homme n'était pas encore sèche qu'on l'avait déjà en partie reniée. La présomption d'innocence, la liberté d'opinion, la séparation des pouvoirs n'ont jamais vraiment existé que sur le papier. À chaque fois qu'ils ont peur, les Français renoncent à

leurs libertés avec une facilité déconcertante. On se gargarise de libertés constitutionnelles et on s'arrange très bien des lois liberticides. Quant à l'égalité, elle n'est bien sûr que civile. Ce sont des propriétaires qui, en juin 1789, font la révolution. L'égalité citoyenne viendra plus tard. L'égalité sociale et le bonheur du peuple sont encore à écrire !

« Sire, mon siècle est fait ! », disait l'abbé de Vertot à Louis XV en lui signifiant triomphalement qu'il venait d'achever son *Histoire des chevaliers de Malte* sur laquelle il travaillait depuis des années. D'une certaine manière, le siècle de la monarchie est fait le 23 juin 1789.

On m'objectera que le peuple n'est pas encore monté sur la scène. À Paris, il ne s'insurge véritablement que le 12 juillet à la nouvelle du renvoi du principal ministre du roi, le banquier suisse Jacques Necker. La Bastille est « prise » le 14. De même, la « Grande Peur » qui submerge tout le royaume et arme jusqu'au plus petit village ne commence que quelques jours plus tard. Les historiens de la « Grande Peur » de juillet et d'août 1789, à commencer par Georges Lefebvre³, tout comme ceux de la « prise » de la Bastille ne se sont intéressés qu'à la marge aux révoltes populaires, qui en mars et en avril, puis à nouveau en juin, secouent presque tout le royaume. Il existe sur ces émeutes de la faim et tout autant fiscales, attisées par la promesse des états généraux et facilitées par le désordre des élections qui les précèdent, de très abondantes archives qui jusqu'à présent n'ont été qu'à demi exploitées. Dans le Midi, dans l'Est, en Bretagne, dans le Nord, en Île-de-France, le royaume est déjà en ébullition. La peur de l'étranger, la haine des seigneurs et des riches attisent toutes les colères. On crie vengeance. À Paris surtout, les conditions du passage de l'émeute à l'insurrection sont

en place. De même ses chances de réussite. Dès le mois de juin, on ne peut que constater l'insignifiance de la riposte des autorités royales pourtant gravement malmenées. Le roi n'a jamais dissous les états généraux. Le gouvernement, l'administration, l'armée n'ont plus que l'apparence de leur puissance. Les caisses de l'État sont vides. Les officiers ne veulent plus faire tirer sur le peuple. Les soldats désertent. La forteresse est à prendre, elle paraît redoutable, mais c'est une forteresse vide.

La révolution de juin n'est donc pas seulement juridique, elle est également physique. Dans cette histoire, le peuple ressemble au mistigri du jeu de cartes. Il est un atout que l'on tient du bout des doigts et qui vous les brûle un peu. Avec lui, la partie est risquée, mais elle est gagnante. En juin, on l'évoque déjà sans cesse, on fait le lien entre son désir de vengeance et les menaces du monarque absolu, et en même temps on le craint quand on ne le méprise pas. Voyez le jeune Henri Beyle *alias* Stendhal, fils d'un avocat au parlement de Grenoble, la tête tournée des idéaux révolutionnaires et pourtant consterné de ce qu'il voit et entend à une séance de la société des Jacobins de la ville : « Je trouvais horriblement vulgaires ces gens que j'aurais voulu aimer⁴. » Et puis de quel peuple parle-t-on ? La Révolution, sa dynamique, sa violence, est déjà tout entière en germe dans ces ambiguïtés-là, dans cette distance un peu vertigineuse qui sépare la rue de la tribune, l'émeute de la représentation.

Et pourtant, ce n'est pas la prise de la Bastille qui a fait la Révolution. La prison royale est tombée d'elle-même. Sa chute n'a été qu'un symbole, un symbole élevé à la hauteur d'une immense victoire, mais un symbole tout de même. Les historiens, Jacques Godechot en tête, ont tout dit de cette

victoire-là⁵. Ce qui se passe avant et que personne n'a encore raconté est autrement plus passionnant.

On l'aura compris, il y a dans ce livre plusieurs scènes. Je ne reste pas à Paris et à Versailles, j'y entre par la porte et j'en sors par la fenêtre. Je ne me cantonne pas non plus aux sept « premiers » jours de la Révolution. Je regarde en arrière et parfois en avant. Je me promène à travers la France : celle des émeutes parlementaires de juillet 1787, des élections de mars et d'avril 1789, celle des sociétés de pensée, des journaux, des pamphlets et de l'opinion – ce que Jürgen Habermas appelle « l'espace public du politique », qui à cette époque arrive à maturité.

Si la scène peinte de ces journées était celle d'un meurtre, l'opinion en serait la toile de fond, et ce serait un paysage d'orage. « Ce sang était-il donc si pur qu'on n'osât le répandre ? », demande le député Antoine Barnave à la tribune de l'Assemblée, le 23 juillet, à l'annonce du massacre de deux des principaux conseillers du roi. La violence de 1789 n'est pas seulement verbale. On n'en est pas encore aux « fournées » de 1794, mais il y eut des morts. On ne s'y est pas encore habitué, mais cela viendra. Comment naît-elle ? Nombre de révolutionnaires, tout comme leurs adversaires, du moins les survivants, ont plaidé par la suite la légitime défense. Ils n'ont pas été les derniers à le faire. Ils auront des héritiers. Les complots ourdis dans l'ombre, le « coup de poignard dans le dos » qu'évoqueront encore les Allemands en 1918 ont joué leur rôle. Dans cette guerre civile qui commence, il y a quelque chose de la réponse silencieuse de Katharina Blum – dans le roman d'Heinrich Böll – au journaliste qui l'a détruite par ses articles et qu'elle est sur le point de tuer : « Je te rends responsable de ce que tu m'as fait⁶. »

Les débuts de la Révolution ressemblent à un règlement de comptes trop longtemps différé.

Ces sept jours de juin ne sont pas seulement des jours de violence. Ce qui me frappe le plus, c'est leur irréalité. On y rêve si bien qu'on se trompe d'ennemi. Les députés du tiers état sont persuadés que le roi leur abandonnera sa souveraineté sans broncher et leurs adversaires du clergé et de la noblesse pensent que tout finira par quelques arrestations. Tout le monde se grise de mots et en oublie la résistance des intérêts, des choses et du passé. Il n'y a pas de révolution plus littéraire. Le « réel d'imaginaire », pour emprunter l'expression à Adolphe Thiers, a tout emporté. Quand la politique passe du côté des rêves, en général, tôt ou tard, le sang coule. Et cependant, cette révolution de juin 1789 est une révolution sans écrivains. Henri Beyle avait sept ans. Chateaubriand est à peine là. Le prince de Ligne, écœuré, s'est réfugié à Bruxelles. Restif de la Bretonne et Louis Sébastien Mercier ne suffisent pas. Sade est à l'hospice, Laclos trop occupé de politique et Beaumarchais trop pris par ses affaires.

Les Cent Jours ont eu Alexandre Dumas. Le *Comte de Monte-Cristo* commence en mars 1815 au moment du retour de Napoléon de l'île d'Elbe et toute l'intrigue du roman est profondément liée aux jeux politiques et au chassé-croisé de l'Empire et de la Restauration. Plus tard, ils auront Aragon et son extraordinaire *Semaine sainte*. Avec ses *Misérables*, Victor Hugo a fait des combattants de 1832 les hérauts de la liberté et de la barricade de la rue de la Chanvrière un mythe. Dans *L'Éducation sentimentale*, Frédéric Moreau voit le « désastre » de 1848 et assiste au pillage des Tuileries. « Ces galériens [...] se roulaient dans la couche des princesses par consolation de ne pouvoir les violer. » Flaubert y raconte le pire, mais aussi le meilleur. Enjolras (dans *Les Misérables*), Dussardier (dans

L'Éducation) incarnent chacun à leur manière une république idéale. Ils ont le visage de l'utopie et de l'avenir.

Hugo encore (1793) puis Anatole France (*Les Dieux ont soif*) et même Balzac nous font traverser la Terreur, mais il n'est pas un romancier qui nous tienne la main en juin 1789. Seul Ange Pitou, le héros du roman éponyme de Dumas, participe à la prise de la Bastille, et encore c'est en 1850 ! Comme si l'histoire avait été plus forte que la littérature. On ne trouve guère que des « idéologues » parmi les députés de 1789, même s'ils s'appellent Volney ou Destutt de Tracy. Cela a été à peine noté, mais presque tous les membres du Comité de salut public de la Convention nationale sont des écrivains ratés. Billaud-Varenne a écrit des opéras sans gloire (*Morgan et Polycrate*). Carnot a chanté *Bacchus et Pomone* aux Rosati d'Arras, Prieur était un poète élégiaque sans lecteurs, Collot a fait du théâtre en saltimbanque, Bertrand Barère a publié un *Éloge de Louis XII* qui eut les honneurs éphémères des Jeux floraux de Toulouse et à 17 ans Saint-Just a fait *Organt*, un poème satirique de mille vers bourré d'allusions à l'affaire du Collier de la reine, que personne n'a lu, pas même Rivarol⁷. Et tous se rêvent en Rousseau qu'ils ne seront jamais. Plutarque, les modèles romains, le civisme et la vertu laïque ne sont pas loin non plus. Décidément, sous la Révolution, la littérature le cède à la politique. Ce qui ne lui enlève rien de ses mythes et de ses sortilèges. Au contraire. Avec eux, les cadavres finissent toujours par se cacher dans un placard. On a parfois du mal à les retrouver.

Des événements aussi tendus, brusques et violents que ceux dont je vais parler ne se suffisent pas à eux-mêmes. Leur histoire est aussi celle de leurs déformations, de leurs transformations successives dans le temps. L'histoire est à la mémoire ce que l'impact net et précis d'une pierre jetée à la

surface de l'eau est aux ondes concentriques qui s'y dessinent, de plus en plus floues au fur et à mesure qu'elles s'éloignent de leur centre. Si la mémoire des journées de juin 1789 est mal servie par la littérature, elle l'est par l'image et par la peinture. La mémoire ne s'encombre jamais de ses moyens. Tout lui est bon pourvu qu'elle serve les vainqueurs. Le serment du Jeu de paume, la séance royale du 23 juin et l'apostrophe de Mirabeau à Dreux-Brézé ont eu leurs heures de gloire, leurs peintres et leurs tableaux, et non des moindres, de David à Delacroix. Eux aussi sont présents dans ce livre. Un événement, tout comme un individu, ne se réduit pas à sa chronologie. Je pense au beau livre d'Esteban Buch sur le destin politique et sensible de la 9^e symphonie de Beethoven à travers l'espace et le temps⁸.

Le destin du serment du Jeu de paume du 20 juin 1789 est si étrange et facétieux qu'à la fin on a du mal à s'y retrouver. Il a pris des proportions qui n'ont rien à voir avec la perception qu'en avaient ses acteurs. Parfois la mémoire sort l'histoire de ses silences. Il faut courir après ses sources pour tomber sur quelques rares commentaires qui donnent à chaud des détails sur ce qui s'est passé ce jour-là. Sur le moment, le serment du Jeu de paume existe à peine. C'est presque un non-événement. On l'a prêté comme si l'on avait voulu se prémunir des foudres du roi. Il ressemble à une conjuration. Il faut attendre et prendre patience avant qu'il ne devienne le geste des origines, l'acte fondateur de la nation et plus tard celui de sa réconciliation. « La promesse de 1789 », pour emprunter l'expression à François Furet, est sortie de là⁹. Ce qui compte, ce n'est pas la promesse elle-même, mais son extraordinaire invention. Toute l'histoire des débuts de la Révolution est à cette aune. Elle s'est trouvée des origines si parfaites qu'elle en est encore à chercher sa fin. Les chemins

qui conduisent à la liberté et au bonheur dont beaucoup ont rêvé ont été semés d'embûches. Le temps et la mémoire en ont fait des routes droites et belles. À l'historien de traverser le miroir et de rendre les événements à eux-mêmes. La Révolution n'est pas terminée, ni dans ses principes après lesquels nous courons toujours, ni dans ses antagonismes « psychologiques » dont nous sommes les héritiers.

Il faut donc revenir aux sources. Je ne suis pas le premier et ne serai certainement pas le dernier à traiter de cette période. Mes prédécesseurs sont même si nombreux et divers qu'il serait trop long d'en dresser la liste¹⁰. Certains auront certainement beaucoup à dire sur la manière de ce livre, où l'observation – le choix des sources essentiellement « subjectives » (correspondances, journaux, Mémoires) – l'emporte sur l'analyse et la théorie. J'aime bien les oiseaux de proie, et pourtant je trouve à la taupe des vertus salutaires. Je raconte les événements « de l'intérieur » du point de vue de ceux qui les ont vécus. Les « personnages » sont sur la scène. Parfois je reste avec eux, parfois j'en descends. J'écoute leurs silences, je vois leurs petits arrangements. L'historien a quelque chose de l'officier de police judiciaire. Il cherche le flagrant délit. Pour cela, il lui faut suivre ses témoins « à la trace », les identifier, les reconnaître. Nombre de récits – en particulier les journaux « intimes » – censés avoir été rédigés « à chaud » ont parfois été réécrits par la suite et laissent une assez large place aux postures. Et je ne parle même pas des Mémoires écrits encore plus tardivement. On se recompose mieux par rapport aux événements lorsqu'on en connaît la fin.

Ce qui change ici, c'est le choix des dates, le questionnement, l'angle de tir et la figure du temps. « La Révolution est un bloc », disait Clemenceau, et Clemenceau avait raison. Je

ne suis évidemment pas le premier à le dire et pourtant, je n'en étais pas persuadé au début de mes recherches. La diversité des circonstances, la complexité des enjeux ne suffisent pas à faire de la Terreur un simple « dérapage ». Les mots de 1789 sont les mêmes que ceux de 1793. Je n'ai pas le culte fétichiste de l'archive inédite. Il suffit bien souvent de relire des textes déjà publiés et commentés pour en tirer d'autres analyses et d'autres conclusions. Je pensais d'ailleurs ne rien trouver de nouveau sur mon sujet. Ce n'était pas au départ ma préoccupation première. La chance a voulu que mon ami Vincent Haeghele m'ouvre les portes de la bibliothèque municipale de Versailles dont il venait de prendre la direction. Nous avons un peu découvert ensemble des fonds perdus dans les travées des réserves et ceux-ci m'ont été essentiels.

La bibliothèque de Versailles est installée dans ce qui était sous la monarchie le ministère des Affaires étrangères, à deux pas du château et des principaux lieux que j'allais décrire. Certains ont disparu, d'autres ont été pieusement restaurés. À chaque fois que je m'y rendais, je devais traverser la place d'Armes. J'avais sous les yeux la cour de Marbre et son balcon sur lequel donnent les trois portes-fenêtres de la chambre du roi. Il était un peu pour moi, à chaque fois que j'y passais, comme la figure allégorique du livre que j'étais en train d'écrire. Pendant plus d'un siècle, le pouvoir monarchique s'est incarné dans ce lieu. Il en a figuré la gloire. Il en a personnifié la déchéance. On y proclamait la mort des rois et l'avènement de leurs successeurs : « Le roi est mort. Vive le roi ! » On viendra bientôt y chercher « le boulanger, la boulangère et le petit mitron ». C'est par lui que s'achève ce livre. La famille royale, le roi, la reine n'ont pas attendu le 6 octobre 1789 pour s'y montrer sous la menace à la foule agglutinée dans la cour de Marbre. Elle était déjà là le 23 juin et elle n'était pas bienveillante.

J'écris cette introduction cloîtré à la campagne, pour des raisons d'épidémie que vous aurez peut-être déjà oubliées quand vous la lirez. Je me suis réfugié dans l'ancien bureau de mon père, entouré de ses livres. Des fantômes y passent en tapinois comme passaient ceux de Versailles et du balcon de la cour de Marbre lorsque je m'y rendais. Là, j'ai presque vu mes « personnages » avant que je ne les couche sur le papier. Il faut avoir été sur les lieux du crime – ou sur ceux du désir – lorsqu'ils existent encore, avant de les raconter.

J'adore les bibliothèques. Celle de Versailles est un peu comme le cabinet de l'antiquaire des quais de Seine que visite Raphaël de Valentin dans *La Peau de chagrin*. En y entrant on y fait forcément un pacte à l'image de celui du héros de Balzac. On y réalise un vœu, on y découvre un secret ou on croit le découvrir. Pendant plusieurs semaines, accompagné de mon guide, je suis passé de manuscrit en manuscrit. Il existe à Versailles des fonds anciens hérités de vieux érudits du XIX^e siècle – le fonds Fromageot, le fonds Vatel – propices aux découvertes. Il s'y trouve aussi des journaux contemporains de la convocation des états généraux que personne n'avait lu, celui du député de Nantes Joseph Michel Pellerin, celui de Gabriel François Brueys baron d'Aigalliers, député de la noblesse d'Uzès, si plein de détails, et bien d'autres choses encore.

D'autres fonds d'archives m'attendaient, des fonds privés et familiaux comme ceux des descendants de Dreux-Brézé ou du baron de Breteuil qui dans cette histoire joue auprès du roi le rôle de l'homme providentiel ; des fonds publics à commencer par ceux des Archives nationales, du Service historique de la Défense à Vincennes, et puis les manuscrits de la Bibliothèque nationale, ceux de l'Arsenal, ceux de la Bibliothèque historique de la Ville de Paris. Rien n'aurait été

possible aussi sans les archives parlementaires, les journaux, les brochures, ce que François Furet appelle « la littérature politique », et le très précieux *Recueil de documents relatifs aux états généraux* publié en 1953 et 1962 par Georges Lefebvre et Anne Terroine¹¹. Nombre de Mémoires inédits ont été récemment publiés ou réédités qui n'étaient jusqu'alors pas accessibles aux historiens.

Même s'ils sont parfois un peu répétitifs et convenus, les écrits journaliers des députés envoyés aux états généraux, destinés à leurs familles ou à leurs électeurs, ne manquent pas d'intérêt¹². Par leur champ de vision, leur subjectivité même, leurs partis pris, ils valent mieux que d'être de simples « magasin[s] à citations », pour reprendre l'expression récente d'un historien¹³. J'ai été particulièrement attentif aux journaux et aux Mémoires écrits par des observateurs venus d'autres pays, les Allemands Goltz, Wolzogen et Salmour, les diplomates italiens Virieu et Antonio Capello, le pasteur suisse Étienne Dumont, l'Américain Gouverneur Morris, le jardinier du duc d'Orléans Thomas Blaikie et bien sûr l'agronome anglais Arthur Young. On ne comprend jamais mieux un événement qu'à travers le regard des autres. Munro Price, un historien britannique, est d'ailleurs presque le seul à avoir récemment abordé cette période du point de vue du roi et de la Cour¹⁴. Les Anglais aussi ont eu leur révolution, dans les années 1640, et pourtant, ils sont suffisamment pragmatiques et lucides pour regretter que, la plupart du temps, les révolutions ne fassent que remplacer des abus par d'autres, différents ou contraires, quand ce ne sont pas les mêmes, au prix de désastres regrettables. Je ne suis pas loin de partager leur avis.

Plus je travaille, plus j'essaie de comprendre cette période, et plus j'ai le sentiment que l'histoire échappe aux hommes. Ils ne font le plus souvent que lui courir après. Certes, les révolutions dans leurs commencements produisent un redoublement de vie. Le genre humain en vacances se promène dans la rue, débarrassé de ses maîtres. Mais au bout du compte, c'est le grand jeu qui l'emporte, pas ceux qui le font. Les acteurs de ce mois de juin 1789, quelles que soient leurs positions, quels que soient leurs talents – je pense à Mirabeau et à Sieyès –, ont presque tous été en dessous de l'événement. Un peu comme ce que dit Tocqueville du général Bedeau face aux émeutiers de 1848 : « Son seul malheur est d'avoir été mêlé à des événements plus grands que lui¹⁵. »

Je relis souvent le petit livre de l'écrivain Léon Werth, l'ami de Saint-Exupéry, qui, en juin 1940, mit *33 jours* – c'est le titre de son récit – à fuir Paris pour la Loire, les Allemands au cul et les cauchemars qu'on imagine. Werth avait juré en partant de ne jamais parler à un soldat allemand, pour l'honneur, par dégoût, par fierté, et voilà qu'il se surprend à leur donner de l'eau dans la cour d'une ferme du côté d'Ouzouer-sur-Loire. Au milieu du chaos de l'exode, dans l'inextricable fouillis des mots, des gestes, des peurs et des instincts, il note ceci dont nous devrions nous souvenir : « Ce que nous nommons l'histoire ne serait-il pas la plus vaine illusion des hommes ? [...] Nous faisons de l'histoire comme un malade fait une maladie. Nous sommes responsables de l'histoire comme les fous sont responsables de la création des asiles. [...] L'histoire est l'échiquier de Dieu. »

PREMIÈRE PARTIE

Le roi ou la nation ?

Une salle de bal

Il est des endroits, des lieux dont l'aspect général et le style ne correspondent pas à l'importance des événements qui vont s'y dérouler. Des endroits éphémères où se prennent des décisions dont les conséquences vont traverser les siècles. Des lieux anachroniques où la scène ne correspond pas aux acteurs, où le nom de la pièce n'a rien à voir avec le drame qu'on va bientôt jouer.

Au premier coup d'œil, la salle des Menus-Plaisirs de Versailles, conçue comme une grande machine provisoire de plâtre et de bois par l'architecte Pierre-Adrien Pâris pour la tenue des états généraux du royaume ouverts par le roi le 5 mai 1789, ressemble plus à une salle de bal qu'à une enceinte parlementaire. Comme si Versailles, la monarchie et la Cour prêtaient une dernière fois leur décor à des hommes qui bientôt allaient tout balayer. Le seul mot de Menus-Plaisirs, qui désigne le département de la Cour chargé des fêtes et des spectacles, fait sourire quand on sait ce qui va se passer là. C'est qu'à la Cour l'intendant du roi Denis-Pierre Papillon de La Ferté, que la Révolution finira par guillotiner en juillet 1794, avait eu beaucoup de mal à trouver un lieu susceptible d'accueillir les quelque 1 200 députés désignés

par voie d'élection pour porter conseil et assistance au roi et représenter les trois ordres du royaume (le clergé, la noblesse et le tiers état) à des états généraux dont personne ne pouvait alors prévoir les conséquences et la durée.

On s'était d'abord posé la question de savoir dans quelle ville on les réunirait. Le « principal ministre » du roi, l'ancien banquier suisse Jacques Necker dont il va être beaucoup question dans cette histoire, avait suggéré Paris, mais on avait jugé la ville trop dangereuse. Le roi répugnait à changer ses habitudes, à commencer par celles de la chasse, et ce fut finalement Versailles, le lieu de sa résidence habituelle, qui fut choisie. La ville disposait de tous les services et on pouvait sans grand inconvénient y loger chez l'habitant les nombreux députés venus des provinces. Plus tard, certains des ministres du roi, comme le comte de Saint-Priest, regretteront ce choix et se reprocheront de n'avoir pas assez mesuré la proximité de Versailles d'avec Paris. On se sentait encore en sécurité. Les plus prudents avaient timidement suggéré de convoquer les états à Compiègne, à Blois ou même à Soissons où l'on avait récemment exilé le Parlement, mais personne n'avait songé à les réunir dans une place de guerre comme Metz ou dans une ville plus éloignée de la capitale ainsi qu'on voudra le faire plus tard¹. Personne n'avait mesuré non plus la part flottante, turbulente et incontrôlable de la population de cette ville d'environ 70 000 habitants : les ouvriers, détaillants et autres gros bataillons de la « valetaille » du château, tous ces gagistes et gagne-petit entassés sous les toits et logés dans des conditions déplorables quand ils ne s'enivrent pas dans les quelque 250 cabarets que compte la résidence des rois.

C'est Versailles qui l'emporte. Les services de la Cour pouvaient disposer en ville d'une salle déjà presque prête, dans le périmètre de l'hôtel des Menus-Plaisirs du roi, à deux pas du